CTSD du 4 septembre 2019
Déclaration liminaire du SNALC

Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Le SNALC école 66 est loin de tirer une satisfaction du nombre important de dédoublements des CP-CE1 situés en zone d'éducation prioritaire puisque nous affichons 144 classes à cette rentrée 2019-2020 pour le seul territoire de Perpignan. Cela dénote bien, comme nous l'avons déjà évoqué, que le Réseau d'Éducation Prioritaire prend des proportions alarmantes. De plus, ce qui nous inquiète, c'est le manque criant de volonté et l'absence totale de mesures efficaces pour tenter de résorber ce phénomène qui s'aggrave d'année en année. Le réseau d'éducation prioritaire perpignanais s'est étendu dans la ville formant une diagonale du Haut-Moyen Vernet au Centre Ancien en passant par le quartier Nouveau Logis. Pourtant, on nous apprend qu'un quart de la population de Perpignan vit sous le seuil de pauvreté (données INSEE). Par conséquent, posons-nous la question de savoir pourquoi ces territoires ont été abandonnés par des familles, habitant le même secteur de recrutement de l'école, privilégient donc de scolariser leurs enfants dans le secteur privé ? Perpignan demeure la ville où les disparités de revenus sont les plus élevées des grandes villes régionales. Nous pensons que la politique éducative départementale ne prend pas à sa juste gravité cette paupérisation ambiante de l'école publique qui risque d'engendrer des problèmes bien plus graves à l'avenir entre des habitants d'une même unité urbaine qui n'auront finalement jamais pu « vivre ensemble ». Ceci étant dit, cette multiplication de classes dédoublées va engendrer un recrutement massif d'un côté et un manquement de l'autre. Une nouvelle frontière a été créée. Nous avons déjà pu lire dans la presse locale des contestations de parents de communes avoisinantes de Perpignan qui jugent

négativement cette politique puisque cela impacte les effectifs de classe de leurs enfants.

Autre sujet inquiétant, la politique de langue régionale, le catalan a bien entendu toute sa place dans notre département. Mais cet apprentissage s'est multiplié ces dernières années et nous arrivons au constat suivant : il y a des classes bilingues avec un enseignant monolingue et peu d'élèves (que ce soit en maternelle ou en élémentaire). Difficile d'acquiescer quand on analyse la situation délicate d'autres écoles monolingues du département.

La problématique des AESH mérite également qu'on souligne une bonne fois pour toutes les conditions dans lesquelles ces personnes exercent. Même si des efforts d'organisation ont été réalisé dernièrement, force est de constater que cela ne fonctionne pas correctement. Il est important de rappeler que cet emploi d'AESH n'est pas rémunéré à sa juste valeur. Qui peut vivre avec seulement 700€ par mois ? Nous demandons que ce personnel soit augmenté significativement.

Il en est de même pour les enseignants, toujours à la traîne au niveau des salaires et qui se démotivent chaque jour davantage.

Enfin, tentons de garder l'espoir que tout se passe pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais c'est un voeu pieux quand on lit encore dans la presse locale que la situation du département est compliquée en matière de violence. Sachez que notre organisation syndicale reste pessimiste quant à l'amélioration de la situation actuelle.

LE SNALC ECOLE 66